

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Revue internationale francophone

Pratiques féministes, alliances et pouvoirs

Appel à contributions pour le numéro 42/1 2023

Alix Heiniger, Amel Mahfoudh, Carola Togni, Armelle Weil (coord.)

Récemment, la question des rapports de pouvoir dans les pratiques féministes est revenue sur le devant de la scène. Elle a, par exemple, fait l'objet de nombreux débats lors de l'organisation de la grève féministe suisse de 2019, notamment lorsque furent évoqués les modalités concrètes permettant d'assurer une plus grande participation des personnes directement concernées par les causes défendues.

Quels moyens nous donnons-nous en tant que féministes pour ne pas reproduire, entre autres, les hiérarchies de genre, de classe et de race dont les expériences de chacun-e sont imprégnées ? Autrement dit, comment lutte-t-on, à l'intérieur du mouvement féministe, contre les inégalités que produisent les différents rapports sociaux structurant l'ensemble de la société ? Si ces interrogations ne sont pas nouvelles dans l'histoire des mouvements féministes, elles sont sans cesse réactualisées. Divers groupes concernés par l'oppression patriarcale ont revendiqué au cours du temps une inclusion dans les espaces de lutte féministe, tout en réclamant de participer à l'élaboration des objectifs et des moyens de celle-ci. Les expériences et les discussions en cours dans des mobilisations récentes, dans divers pays et contextes, montrent selon nous une volonté de renouveler les réflexions sur la manière dont nous concevons, affrontons et cherchons à dépasser les rapports de pouvoir dans les pratiques militantes.

Ces derniers peuvent s'exprimer à partir d'autres régimes d'oppression que celui du patriarcat, en se fondant sur la classe, la race, la validité physique, l'âge, notamment. Le féminisme, comme tout mouvement social, est traversé par diverses formes d'inégalités résultant de ces rapports sociaux. L'explicitation et l'analyse de ces dernières rencontrent souvent des résistances, liées à des craintes de remise en cause ou d'affaiblissement de la lutte pour l'égalité, mais également à des orientations politiques dominantes et des privilèges internes. Pourtant, les collectifs féministes ont souvent fait preuve d'une très grande vitalité dans leur manière de se remettre en question et d'une grande créativité dans l'élaboration des outils théoriques pour analyser et rendre visibles les rapports de pouvoir. Ils ont ainsi été capables d'une réflexion féconde autour des revendications et des pratiques militantes. Si ces interrogations ne sont pas toutes nouvelles, elles doivent faire l'objet d'une réflexion permanente et actualisée.

Le *Grand angle* de ce numéro de *NQF* aimerait précisément mettre l'accent sur les pratiques féministes, la manière dont elles sont collectivement élaborées, questionnées et leur évolution sous l'effet de la critique formulée à partir d'une éthique militante pour laquelle la lutte pour l'émancipation ne doit pas conduire à créer de nouvelles oppressions. Les contributions pourraient s'inscrire dans un des axes suivants :

Pratiques autour du pouvoir dans les groupes féministes

Les rapports de pouvoir sont une des préoccupations centrales de plusieurs groupes féministes contemporains, qu'ils soient sous forme d'association, de collectif plus ou moins formel, d'organisation institutionnelle, professionnelle ou encore syndicale. Si le questionnement de ces enjeux est aujourd'hui largement répandu, quelles sont les pratiques mises en place pour y répondre ? Autrement dit, de quelles manières les rapports de pouvoir entre les militant·e·x·s sont-ils pensés et travaillés dans le quotidien et l'organisation des groupes ? Ces questionnements sont-ils entrés dans la « routine » des militant·e·x·s, ou ne surgissent-ils que ponctuellement ? Quelles formes de partage de pouvoir sont expérimentées – par exemple dans la prise de parole, dans la définition des enjeux de lutte, dans les réflexions sur les privilèges et préjudices des membres, dans le recrutement des personnes constituant le groupe, etc. ? Quelles actions ont porté leurs fruits et quelles sont les difficultés (pratiques et/ou théoriques) rencontrées ? Comment ces questionnements varient-ils entre différents contextes nationaux ?

Pratiques autour du pouvoir dans les alliances et les réseaux féministes transnationaux

Sur le plan international, les solidarités féministes transnationales ont souvent soutenu et donné une légitimité aux mobilisations féministes autour de revendications fondamentales tels que le droit de vote, le libre choix des femmes par rapport à leur corps, l'autonomie économique, le combat contre toutes les formes de violences et de discriminations, etc. Les réflexions critiques sur les rapports de pouvoir et les sources d'inégalités ont amené les groupes féministes, au nord et au sud, à repenser leurs pratiques. Quelles nouvelles formes de collaboration et de solidarité émergent-elles ? autour de quelles questions ? Quels regards critiques amènent à reconsidérer les positions et à créer de nouvelles manières de militer et de se regrouper ?

Pratiques autour du pouvoir dans le cadre de mobilisations

Nous sommes également intéressées par des contributions analysant les pratiques féministes lors de moments de mobilisation dans l'espace public, qu'ils s'expriment par des manifestations, des grèves et d'autres actions plus ou moins ponctuelles, portées par plusieurs collectifs. Quelles sont les pratiques mises en place afin de garantir la participation à part entière des divers collectifs, groupes et personnes mobilisées ? Cela pourrait notamment concerner des pratiques visant à favoriser une plus large participation lors des rencontres, des pratiques de partage de la parole dans le cadre de coalitions, lors des prises de parole publiques, de la présence dans les médias, etc. Au-delà du temps et de la visibilité accordées aux divers collectifs, comment leurs discours et contributions sont-elles prises en compte, notamment lors de l'élaboration de revendications ou de choix d'actions ?

Nous attendons des contributions qui puissent aborder un ou plusieurs de ces trois axes – notamment à partir d'approches historiques, sociologiques, ethnographiques, philosophiques, de recherches-action partenariales ou encore de récit collectif d'expériences militantes – des expériences de collectifs/mouvements féministes autour de la prise en compte des rapports de pouvoir.

Les propositions d'article d'une à deux pages sont attendues pour le 1^{er} juin 2021 au format Word, envoyées par courriel à alix.heiniger.1@unil.ch. La 1^{ère} version des articles retenus devra être soumise à la rédaction de *NQF* d'ici le **1^{er} février 2022**, dans un format conforme aux consignes aux auteur·e·x·s consultables sur le site www.nouvellesquestionsfeministes.ch. Le numéro sortira au **printemps 2023**.